



**PREFECTURE  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°2025-071

PUBLIÉ LE 19 JUIN 2025

# Sommaire

## **.Préfecture du Val-d'Oise / Cabinet du préfet**

95-2025-06-18-00017 - AP 2025-525 modifiant la périodicité des visites périodiques des établissements recevant du public de type J (2 pages) Page 3

95-2025-06-19-00002 - ARRÊTÉ n° 2025-671 réglementant temporairement l'acquisition et la détention des artifices de divertissement et articles pyrotechniques dans le département du Val-d'Oise (3 pages) Page 5

95-2025-06-19-00003 - ARRÊTÉ n° 2025-672 réglementant temporairement la détention de carburant dont le gaz inflammable dans des conteneurs individuels ainsi que leur transport dans le département du Val-d'Oise (2 pages) Page 8

## **Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités / Direction**

95-2025-06-19-00001 - Décision n° DDETS-95-D-2025-050-donnant subdélégation de signature du DDETS95 adjoint en matière de pouvoir propre du DRIEETS (5 pages) Page 10

## **Direction départementale des territoires / Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires**

95-2025-06-13-00006 - Courrier de non soumission daté du 13 juin 2025 concernant une demande d'autorisation d'exploiter de M. Charles DEMOTTE au sein de la SCEA DU THILLAY pour une installation intra-familiale (6 pages) Page 15



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet**

**Arrêté n°2025-525**

modifiant la périodicité des visites périodiques des  
établissements recevant du public de type J

Le préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de la construction et de l'habitation ;

**VU** le code du travail ;

**VU** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;

**VU** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant Monsieur Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise, hors classe ;

**VU** l'article GE 4 du règlement de sécurité incendie pour les établissements recevant du public (ERP) ;

**VU** l'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du Val-d'Oise du 6 mars 2025 ;

**Considérant** que la fréquence des contrôles des établissements recevant du public peut être modifiée, s'il est jugé nécessaire, par arrêté du préfet après avis de la commission de sécurité ;

**Considérant** la nécessité de renforcer la fréquence des visites périodiques des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au regard de la vulnérabilité des publics accueillis dans ces établissements ;

**Sur** proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Dans les communes du Val-d'Oise, les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) sont visités périodiquement par les commissions de sécurité compétentes selon une fréquence qui est portée de trois ans à deux ans.

**Article 2 :** Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous.<sup>1</sup>

<sup>1</sup>

**Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la réception de sa notification. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application 'Télérecours citoyens' (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.télérecours.fr>).

Dans ce même délai de 2 mois, il peut :

- ☐ soit faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Val-d'Oise ;
- ☐ soit faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Place Beauvau – 75 800 Paris cedex 08.

L'exercice d'un seul des recours gracieux ou hiérarchique proroge la possibilité de saisir le tribunal administratif.

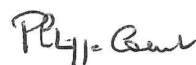
1/2

5, Avenue Bernard Hirsch – CS 20105 – 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX  
Site Internet des services de l'État dans le Val-d'Oise : [val-doise.gouv.fr](http://val-doise.gouv.fr) – Tél. : 01 34.20.95.95

**Article 3** : Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, la présidente du conseil départemental, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, la directrice de la délégation territoriale du Val-d'Oise de l'Agence Régionale de Santé, les maires des communes du Val-d'Oise concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-d'Oise.

Fait à Cergy, le **18 JUIN 2025**

Le préfet,



Philippe COURT





# PRÉFET DU VAL-D'OISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cabinet

## ARRÊTÉ n° 2025-671

réglementant temporairement l'acquisition et la détention des artifices de divertissement  
et articles pyrotechniques dans le département du Val-d'Oise

Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 322-5 et 322-11-1 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2214-4 et L.2215-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 122-1 et L. 122-2 ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V du livre V ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**Vu** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 9 mars 2022 nommant Monsieur Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** l'arrêté n° 2012-31 du 03 mai 2012 réglementant l'utilisation des artifices de divertissements et articles pyrotechniques dans le département du Val-d'Oise ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 15 février 2022 nommant monsieur Thomas FOURGEOT, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Val-d'Oise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°25-015 du 31 mars 2025 modifiant l'arrêté 25-001 du 21 janvier 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Thomas FOURGEOT, directeur de cabinet ;

**Considérant** que, en application des articles L.122-1 du code de la sécurité intérieure et 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet du Val-d'Oise a la charge de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dans le département du Val-d'Oise ;

**Considérant** que les risques de troubles graves à l'ordre public provoqués par la multiplication des usages détournés de certains artifices de divertissement, notamment à l'encontre des forces de l'ordre, des véhicules et des biens publics, sont importants à l'occasion d'événements festifs sur la voie publique ; que l'usage détourné de certains artifices de divertissement est de nature à créer des désordres et mouvements de panique ; qu'il est nécessaire de prévenir les dégradations de biens publics ou privés ainsi que les désordres et les mouvements de panique engendrés par la projection de ces éléments dans une foule ou sur les forces de sécurité intérieure, qu'ainsi, il convient de prendre des mesures afin de limiter tout trouble à l'ordre public ;

Internet des services de l'État dans le département : <http://www.val-doise.gouv.fr>  
CS 20105 – 5, Avenue Bernard Hirsch – 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX – Tél. : 01.34.20.95.95 – Fax : 01.30.32.24.26

**Considérant** que les festivités liées à la fête de la musique donnent lieu à des regroupements importants susceptibles d'entraîner des débordements violents avec un risque d'usage dangereux d'engins pyrotechniques, principalement ceux conçus pour être lancés par un mortier contre les forces de l'ordre et les services publics ;

**Considérant** durant cette période la nécessité de prévenir ces désordres par des mesures adaptées et limitées dans le temps, complétant l'interdiction générale d'acquisition, de détention et d'utilisation des artifices de divertissement conçus pour être lancés par un mortier et la réglementation particulière relative à l'utilisation des artifices de divertissement et articles pyrotechniques applicable dans le département du Val-d'Oise ;

**Considérant** en outre, que le niveau élevé et la prégnance de la menace terroriste mobilisent fortement, dans le cadre du plan VIGIPIRATE, les forces de sécurité intérieure pour assurer la sécurisation générale de la région d'Île-de-France et que, dès lors, elles ne sauraient être distraites de cette mission prioritaire ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité de police compétente de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir le maintien de l'ordre public ainsi que la sécurité des personnes et des biens ; qu'une mesure réglementant temporairement la cession des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques les plus dangereux, ainsi que leur port et transport par des particuliers répond à ces objectifs ;

**Considérant**, que ces menaces d'atteintes graves aux personnes et aux biens concernent l'ensemble du département du Val-d'Oise ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – La cession, à titre onéreux ou non, des artifices de divertissement des catégories F2 à F4, ainsi que celle des articles pyrotechniques des catégories T2 et P2, sont interdites du vendredi 20 juin 2025 à partir de 08h00 jusqu'au dimanche 22 juin 2025 à 08h00 dans le département du Val-d'Oise.

Durant cette période, le port et le transport par des particuliers des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques mentionnés à l'alinéa précédent sont interdits.

**Article 2** – Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement et articles pyrotechniques à des fins professionnelles, durant les périodes mentionnées à l'article 1, titulaires du certificat de qualification prévu à l'article 6 du décret du 31 mai 2010 susvisé ou ayant des connaissances particulières telles que définies à l'article 28 du décret du 4 mai 2010 susvisé, ne sont pas, pour ces motifs exclusivement, soumises aux dispositions du présent arrêté.

**Article 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans toutes les communes du Val-d'Oise.

**Article 4** – Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

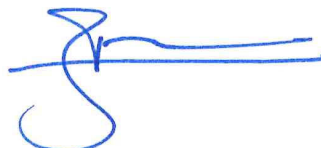
- un **recours gracieux** adressé auprès du préfet du Val-d'Oise.
- un **recours hiérarchique** adressé au ministre de l'Intérieur- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police administrative- - 11, rue des Saussaies- 75800 Paris Cedex 08.
- un **recours contentieux** adressé au tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 bld de l'Hautil- BP 3022- 95027 Cergy Pontoise Cedex. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application 'Télérecours citoyens' (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 5** – Le directeur de cabinet du préfet, mesdames et messieurs les maires du département, le directeur interdépartemental de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, mesdames et messieurs les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et affiché dans toutes les mairies des communes du département.

Fait à Cergy, le 19 juin 2025

Pour le préfet,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,



Thomas FOURGEOT

**ARRÊTÉ n° 2025-671**  
**réglementant temporairement l'acquisition et la détention des artifices de divertissement**  
**et articles pyrotechniques dans le département du Val-d'Oise**

Internet des services de l'État dans le département : <http://www.val-doise.gouv.fr>  
CS 20105 – 5, Avenue Bernard Hirsch – 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX – Tél. : 01.34.20.95.95 – Fax : 01.30.32.24.26



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ n° 2025-672**

réglementant temporairement la détention de carburant dont le gaz inflammable dans des conteneurs individuels ainsi que leur transport dans le département du Val-d'Oise

Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V du livre V ;

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 322-5 et 322-11-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.122-1 et L. 122-2 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2214-4 et L.2215-1, L. 2512-13, L. 2512-17 et L. 2521-3 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 9 mars 2022 nommant Monsieur Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 15 février 2022 nommant monsieur Thomas FOURGEOT, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Val-d'Oise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°25-015 du 31 mars 2025 modifiant l'arrêté 25-001 du 21 janvier 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Thomas FOURGEOT, directeur de cabinet ;

**Considérant** que, en application des articles L.122-1 du code de la sécurité intérieure et 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet du Val-d'Oise a la charge de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dans le département du Val-d'Oise ;

**Considérant** que de nombreux rassemblements auront lieu dans le département à l'occasion de la fête de la musique ; que de tels rassemblements sont susceptibles de réunir un nombre important de personnes ; que les événements festifs et culturels de grand ampleur comme la fête de la musique, compte tenu de leur exposition médiatique, leur concentration de foules et l'accueil de personnalités publiques constituent des cibles de choix pour des actions terroristes ;

**Considérant**, en outre l'utilisation par des individus isolés ou en réunion de produits incendiaires contre les forces de l'ordre et les services publics à l'occasion des grands événements festifs sur la voie publique ;

**Considérant**, durant ces événements festifs, les incendies provoqués par des individus isolés ou en réunion contre des biens, en particulier des véhicules et des bâtiments publics ;



**Considérant** que le niveau élevé et la prégnance de la menace terroriste mobilisent fortement, dans le cadre du plan VIGIPIRATE porté au niveau « urgence attentat » depuis le 24 mars 2024 sur l'ensemble du territoire national, les forces de sécurité intérieure pour assurer la sécurisation générale de la région d'Île-de-France et que, dès lors, elles ne sauraient être distraites de cette mission prioritaire ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité de police compétente de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir la sécurité des personnes et des biens durant les événements liés à la fête de la musique ; qu'une mesure réglementant temporairement la détention et le transport par des particuliers de carburant dont le gaz inflammable dans des conteneurs individuels dans le département du Val-d'Oise répond à ces objectifs ;

Sur proposition de monsieur le directeur de cabinet,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – La détention de carburant dont le gaz inflammable dans des conteneurs individuels est interdite du vendredi 20 juin 2025 à partir de 08h00 jusqu'au dimanche 22 juin 2025 à 08h00 dans le département du Val-d'Oise.

Durant cette période, le port et le transport par des particuliers de carburant dont le gaz inflammable dans des conteneurs individuels sont interdits.

**Article 2** – En cas d'urgence et pour répondre à un besoin justifié, il peut être dérogé aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur autorisation des services de la police nationale ou de la gendarmerie nationale accordée lors des contrôles.

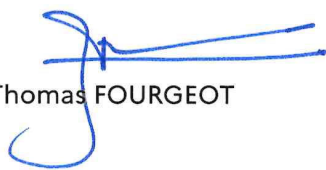
**Article 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans toutes les communes du département du Val-d'Oise.

**Article 4** – Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous<sup>1</sup>.

**Article 5** – Le directeur de cabinet du préfet, mesdames et messieurs les maires du département, le directeur interdépartemental de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, mesdames et messieurs les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et affiché dans toutes les mairies des communes du département.

Fait à Cergy, le 19 juin 2025

Pour le préfet,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,



Thomas FOURGEOT

ARRÊTÉ n° 2025-672  
réglementant temporairement la détention de carburant dont le gaz inflammable dans des conteneurs individuels ainsi que leur transport dans le département du Val-d'Oise

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- un **recours gracieux adressé** auprès du préfet du Val-d'Oise.
  - un **recours hiérarchique adressé** au ministre de l'Intérieur- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police administrative- 11, rue des Saussaies- 75800 Paris Cedex 08.
  - un **recours contentieux adressé** au tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 bld de l'Hautil- BP 3022- 95027 Cergy Pontoise Cedex. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).
- Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application 'Télérecours citoyens' (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Décision n° DDETS-95-D-2025-050**

**Portant modification de la décision n° DDETS-95-D-2025-048 donnant subdélégation de signature du directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail et des solidarités du Val-d'Oise en matière de pouvoir propre du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

Le directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail et des solidarités

**Vu** le code du travail, le code rural et de la pêche maritime, le code de l'éducation, le code de la sécurité sociale, le code du commerce et le code de la consommation ;

**Vu** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Ile-de-France ;

**Vu** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**Vu** l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'Intérieur et des outre-mer en date du 23 mars 2023 portant nomination de M. François CHAUMETTE en qualité de directeur départemental adjoint de l'emploi, du Travail et des solidarités du Val-d'Oise à compter du 17 avril 2023 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 20 mars 2025 nommant Marc ROHFRITSCH directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France par intérim, à compter du 1er avril 2025 ;

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 15 mai 2025 portant nomination de M. Riad BOUHAFS en qualité de directeur de l'unité départementale de Paris à la direction régionale et interdépartementale de l'économie, du travail et des solidarités d'Ile-de-France ;

**Vu** la décision n°2025-109 du 6 juin 2025 portant délégation de signature du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités à François CHAUMETTE, directeur adjoint départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Val-d'Oise, à compter du 6 juin 2025.

**Décide**

**Article 1** : Subdélégation est donnée à :

- Monsieur Vincent LEFEBVRE, responsable du Pôle de la politique du travail
- Madame Marielle GUEZOU, adjointe au responsable du Pôle de la politique du travail

**Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités**  
Site cité administrative : CS 20105 - 5 avenue Bernard Hirsch 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX  
Site Atrium : CS 20305 - 3, boulevard de l'Oise 95014 CERGY PONTOISE CEDEX  
Téléphone : 01.34.20.95.95 – télécopie : 01 77 63 61 99 – courriel : [ddets@val-doise.gouv.fr](mailto:ddets@val-doise.gouv.fr)  
Horaires d'accueil : du lundi au vendredi 9h – 12h et 14h – 17h – [www.val-doise.gouv.fr](http://www.val-doise.gouv.fr)

- Madame Isabelle FAGOT-WYTS, responsable d'Unité de contrôle
- Madame Elsa HOUPIN, responsable d'Unité de contrôle
- Monsieur Didier MARSY, responsable d'Unité de contrôle
- Madame Alexandra VANDAMME, cheffe du service des relations du travail

placés sous l'autorité du signataire, à l'effet de signer toutes les décisions, mentionnées ci-dessous, relevant du pouvoir propre du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités au nom du directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail et des solidarités du Val-d'Oise.

Egalité professionnelle	Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle	Articles L 1143-3 et D 1143-6 du code du travail
Egalité professionnelle	Décision appréciant la conformité d'un accord d'entreprise ou d'un plan d'action aux dispositions de l'article L. 2242-8 du code du travail	Articles L 2242-9 et R 2242-10 du code du travail
Durée du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail	Articles L 3121-21 et R 3121-10 du code du travail
Durée du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail	Articles L 3121-24, L 3121-25, R 3121-11 et R 3121-16 du code du travail
Durée du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail pour une entreprise ou pour une activité dans le département	Articles L 713-13, R 713-12 et R 713-14 du code rural
Durée du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail pour une entreprise ou pour une activité dans le département	Articles L 713-13, R 713-12 et R 713-13 du code rural
Durée du travail	Décision désignant les membres de la commission instituée auprès des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics	Article D 3141 35 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder des dérogations à l'interdiction de recourir à des salariés sous contrat à durée déterminée pour certains travaux particulièrement dangereux	Articles L 1242-6 et D 1242-5 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder des dérogations à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour certains travaux particulièrement dangereux	Articles L 1251-10 et D 1251-2 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision autorisant ou refusant d'autoriser ou retirant une décision d'autorisation d'employer des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée ou des salariés temporaires pour accomplir des travaux exposant à certains agents chimiques dangereux	Articles L 4154-1 et D 4154-3 à D 4154-6 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 (voies et réseaux divers de chantiers de construction)	Articles R 4533-6 et R 4533-7 du code du travail



Santé et sécurité au travail	Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4522-1 et L. 4221-1	Article L 4721-1 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une demande d'analyse de produits faite en application de l'article R 4722-10	Article R 4723-5 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité. Décision demandant au chef d'établissement d'effectuer ou de faire effectuer des essais complémentaires	Article R 4462-30 du code du travail
Santé et sécurité au travail	Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité. Décision demandant au chef d'établissement d'effectuer ou de faire effectuer des essais complémentaires	Article 8 du décret du 26 octobre 2005 relatif aux chantiers de dépollution pyrotechnique
Santé et sécurité au travail	Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre des douches à disposition des travailleurs	Article 3 de l'arrêté du 23 juillet 1947
Groupeement d'employeurs	Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupeement d'employeurs	Articles L 1253-17 et D 1253-7 à D 1253-11 du code du travail
Groupeement d'employeurs	Décisions accordant, refusant ou retirant l'agrément d'un groupeement d'employeurs	Articles R 1253-19 à R 1253-27 du code du travail
Représentation du personnel	Décisions autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical	Articles L. 2143-11 et R 2143-6 du code du travail
Représentation du personnel	Décisions autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale	Articles L 2142-1-2, L 2143-11 et R 2143-6 du code du travail
Représentation du personnel	Décision fixant le nombre et le périmètre des établissements distincts du comité social et économique	Articles L 2313-5, L 2313-8, R 2313-1 et R 2313-4 du code du travail
Représentation du personnel	Décision fixant la répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux du comité social et économique	Articles L 2314-13 et R 2314-3 du code du travail
Représentation du personnel	Décision fixant la répartition des sièges entre les établissements et les collèges au sein d'un comité social et économique central	Articles L 2316-8 et R 2316-2 du code du travail
Représentation du personnel	Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux	Articles L 2333-4 et R 2332-1 du code du travail
Représentation du personnel	Décision de désignation du remplaçant d'un représentant du personnel du comité de groupe	Articles L 2333-6 et R 2332-1 du code du travail
Représentation du personnel	Décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de suppression d'un comité social et économique d'entreprise européen	Articles L 2345-1 et R 2345-1 du code du travail
Apprentissage	Décisions en matière d'apprentissage et notamment : Décision de suspension du contrat d'apprentissage (article L 6225-4), Décision autorisant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage (article L 6225-5), Décision	Articles L 6225-4 à L 6225-8 et R 6225-1 à R 6225-12 du code du travail



	interdisant le recrutement de nouveaux apprentis ainsi que de jeunes titulaires d'un contrat d'insertion en alternance (article L 6225-6), Décision mettant fin ou refusant de mettre fin à l'interdiction de recruter de nouveaux apprentis (article R 6225-11)	
Travailleurs de moins de 18 ans	Décisions relatives aux travailleurs et stagiaires de moins de 18 ans et notamment : Décision de suspension du contrat de travail ou de la convention du stage (article L 4733-8), Décision autorisant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat de travail ou de la convention du stage (article L 4733-9), Décision interdisant le recrutement de travailleurs ou l'accueil de stagiaires (article L 4733-10)	Articles L 4733-8 et suivants du code du travail
Épargne salariale	Demande de retrait ou de modification de dispositions d'un accord d'intéressement ou de participation, ou d'un règlement d'épargne salariale	Article L 3345-1 et suivants et D 3345-1 et suivant du code du travail
Rupture conventionnelle	Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture conventionnelle du contrat de travail	Articles L. 1237-14 et R. 1237-3 du code du travail
Divers	Détermination du salaire de référence des travailleurs migrants	Articles R 5422-3 et -4 du code du travail
Divers	Décision déterminant les périodes d'arrêts saisonniers de travail par suite d'intempéries (entreprises de BTP)	Articles D 5424-8 à D 5424-10 du code du travail
Divers	Décision prise sur le recours gracieux formé par un électeur ou son représentant en cas de contestation relative à une inscription sur la liste électorale établie dans le cadre du scrutin de mesure de l'audience des organisations syndicales dans les entreprises de moins de 11 salariés	Article R 2122-21 du code du travail
Divers	Mise en œuvre de la transaction pénale : proposition au mis en cause, demande d'homologation au procureur, notification au mis en cause	Articles L 8114-4 et suivants et R 8114-3 et suivants du code du travail

**Article 2 :** Subdélégation est donnée dans le respect de leur compétence géographique à :

- Mme Stéphanie BANEL, Inspectrice du travail
- Mme Betty BENOIT, Inspectrice du travail
- Mme Sylvie BERGUER, Inspectrice du travail
- M. Thierry BOUCHET, Inspecteur du travail
- M. Lionel BRUCHET, Inspecteur du travail
- Mme Priscilla BRUN, Inspectrice du travail
- Mme Kim COMBETTES, Inspectrice du travail
- Mme Carine DELAHAIGUE, Inspectrice du travail
- Mme Isabelle DEMANDE, Inspectrice du travail
- Mme Eulalie DELCLITTE, Inspectrice du travail
- M. Bernard DUCLOS, Inspecteur du travail
- Mme Isabelle FAGOT-WYTS, responsable d'Unité de contrôle
- M. Valentin FECHTMEISTER, Inspecteur du travail

- Mme Lia FEST, Inspectrice du travail
- Mme Guilaine HOUARD, Inspectrice du travail
- Mme Elsa HOUPIN, responsable d'Unité de contrôle
- Mme Brigitte JAMI, Inspectrice du travail
- Mme Maud KAROLAK, Inspectrice du travail
- Mme Amina LAFDILI, Inspectrice du travail
- M. Didier MARSY, responsable d'Unité de contrôle
- Mme Aurélie MULON, Inspectrice du travail
- Mme Juliette NORMAND, Inspectrice du travail
- Mme Joanne RAYNAUD, Inspectrice du travail
- Mme Laurène SA, Inspectrice du travail

placés sous l'autorité du signataire, à l'effet de signer toutes les décisions, mentionnées ci-dessous, relevant du pouvoir propre du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités au nom du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Val-d'Oise.

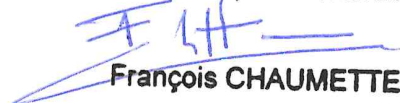
Représentation du personnel	Décision fixant la répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux du comité social et économique	Articles L 2314-13 et R 2314-13 du code du travail
-----------------------------	--	--

**Article 3 :** La décision DDETS-95-D-2025-048 du 7 avril 2025 est abrogée.

**Article 4 :** Le directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail et des solidarités du Val-d'Oise, et les délégataires désignés ci-dessus, sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-d'Oise.

Fait à Cergy, le **19 JUIN 2025**

Le directeur départemental adjoint

  
François CHAUMETTE

à

SCEA DU THILLAY  
4 rue Emile Rousseau  
95380 CHENNEVIERES-LES-LOUVRES

**Service Régional de l'Économie Agricole**

Affaire suivie par : Stéphanie COUTTE

Tél. : 01 82 52 45 83

Mél. : [stephanie.coutte@agriculture.gouv.fr](mailto:stephanie.coutte@agriculture.gouv.fr)

Paris, le 13 juin 2025

**Direction Départementale des Territoires du Val-d'Oise**

Affaire suivie par : Elisabeth RAK-LECLER

Tél. : 01 34 25 24 27

Mél. : [elisabeth.rak-lecler@val-doise.gouv.fr](mailto:elisabeth.rak-lecler@val-doise.gouv.fr)

**Objet : Contrôle des structures - autorisation d'exploiter - DOCUMENT A CONSERVER**

AR n°

PJ : Liste des parcelles

Monsieur,

En date du 25 avril 2025 vous avez déposé, auprès de la direction départementale du Val-d'Oise, un questionnaire déclaratif considéré complet le 23 mai 2025, pour une installation à titre principal en tant qu'associé exploitant co-gérant au sein de la structure familiale, la SCEA DU THILLAY, sur 123,5318 hectares de terres situées sur les communes de LE THILLAY, GOUSSAINVILLE, ROISSY-EN-FRANCE, GONESSE, BOUQUEVAL et MITRY-MORY (77) et correspondant aux surfaces mentionnées en annexe.

L'examen de votre demande fait apparaître que :

- vous justifiez de la capacité ou de l'expérience professionnelle agricole prévue à l'article R.331-2 du code rural et de la pêche maritime ;
- la surface totale de votre exploitation à votre primo-installation est de 123,5318 hectares, surface inférieure au seuil de 137 ha défini par le schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Île-de-France (SDREA) ;

- vous n'êtes pas exploitant dans une autre structure agricole ;
- vous déclarez des revenus extra-agricoles dont le seuil est inférieur à 3120 fois le SMIC horaire brut au 31/12/2023 ;
- les biens sont exploités par la SCEA DU THILLAY au jour de la déclaration.

Compte tenu de vos déclarations et conformément aux dispositions sur le contrôle des structures agricoles et au schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Île-de-France, **votre demande n'est pas soumise à autorisation d'exploiter** et vous n'avez pas à effectuer de démarches supplémentaires au titre du contrôle des structures.

Le présent courrier ne vaut pas accord des propriétaires et ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Vous devez obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objet du présent courrier.

La direction départementale des territoires du Val-d'Oise reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Pour le Préfet et par délégation

**Cheffe du service régional  
de l'économie agricole**

**Émilie CAVAILLES**



**Annexe : liste des parcelles exploitées par la Scea du Thillay**

Commune	Réf. Cadastrale		Surface (en hectares)
LE THILLAY	AC	36	0 ha 07 a 00 ca
LE THILLAY	ZB	24	0 ha 51 a 40 ca
LE THILLAY	ZB	47	0 ha 28 a 50 ca
LE THILLAY	ZI	1	5 ha 24 a 10 ca
LE THILLAY	ZD	11	1 ha 81 a 60 ca
LE THILLAY	ZE	10	0 ha 52 a 80 ca
GOUSSAINVILLE	AN	284	0 ha 52 a 87 ca
GOUSSAINVILLE	YB	3	3 ha 75 a 95 ca
GOUSSAINVILLE	YC	4	0 ha 47 a 00 ca
GOUSSAINVILLE	ZM	25	1 ha 01 a 10 ca
GOUSSAINVILLE	ZM	26	0 ha 41 a 50 ca
GOUSSAINVILLE	ZM	30	0 ha 91 a 90 ca
GOUSSAINVILLE	ZM	31	0 ha 19 a 60 ca
GOUSSAINVILLE	ZR	19	0 ha 20 a 60 ca
GOUSSAINVILLE	ZM	32	2 ha 54 a 90 ca
ROISSY-EN-FRANCE	C	399	0 ha 20 a 70 ca
GONESSE	ZA	48	0 ha 82 a 25 ca
GONESSE	ZA	49	0 ha 69 a 91 ca
GONESSE	ZV	16	0 ha 56 a 34 ca
GONESSE	ZC	411	1 ha 10 a 90 ca
GONESSE	ZC	413	1 ha 10 a 37 ca
GONESSE	ZE	213	0 ha 17 a 59 ca
GONESSE	ZI	43	2 ha 18 a 80 ca
GONESSE	ZD	1	1 ha 91 a 60 ca
GONESSE	ZH	48	0 ha 59 a 70 ca
GONESSE	ZL	6	1 ha 94 a 80 ca
GONESSE	ZI	7	0 ha 88 a 00 ca
GONESSE	ZI	96	0 ha 48 a 80 ca
GONESSE	ZI	97	4 ha 85 a 10 ca
GONESSE	ZE	112	1 ha 49 a 42 ca
GONESSE	ZE	8	2 ha 26 a 00 ca
GONESSE	ZI	52	0 ha 59 a 30 ca
GONESSE	ZL	1	2 ha 35 a 00 ca
BOUQUEVAL	ZC	18	0 ha 08 a 55 ca
BOUQUEVAL	ZC	36	5 ha 02 a 38 ca
MITRY-MORY (77)	E	91	0 ha 30 a 50 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>48 ha 16 a 83 ca</b>
BOUQUEVAL	ZB	115	3 ha 36 a 17 ca
LE THILLAY	ZB	31	0 ha 31 a 10 ca
LE THILLAY	ZI	16	0 ha 95 a 80 ca
GONESSE	ZA	69	3 ha 80 a 70 ca
GONESSE	ZA	81	0 ha 36 a 60 ca
GONESSE	ZH	149	0 ha 46 a 01 ca

5 rue Leblanc – 75911 PARIS Cedex 15  
 Tel : 01 82 52 46 46  
<https://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>



Commune	Réf. Cadastrale		Surface (en hectares)
GONESSE	ZH	225	0 ha 28 a 78 ca
GONESSE	ZM	142	1 ha 71 a 72 ca
GONESSE	ZO	103	0 ha 66 a 64 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>11 ha 93 a 52 ca</b>
GONESSE	ZI	93p	2 ha 96 a 82 ca
LE THILLAY	AE	65p	0 ha 55 a 04 ca
LE THILLAY	AE	48	1 ha 06 a 26 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>4 ha 58 a 12 ca</b>
GOUSSAINVILLE	YC	2	1 ha 70 a 10 ca
GOUSSAINVILLE	ZV	29	0 ha 53 a 65 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>2 ha 23 a 75 ca</b>
LE THILLAY	ZB	44	0 ha 45 a 35 ca
LE THILLAY	ZB	74	0 ha 22 a 55 ca
LE THILLAY	AI	41	0 ha 06 a 74 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>0 ha 74 a 64 ca</b>
GONESSE	ZN	84	3 ha 09 a 13 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>3 ha 09 a 13 ca</b>
GOUSSAINVILLE	ZT	16P	0 ha 11 a 30 ca
GOUSSAINVILLE	ZN	1P	4 ha 17 a 83 ca
GOUSSAINVILLE	ZY	7	0 ha 59 a 70 ca
GOUSSAINVILLE	ZY	8	0 ha 20 a 80 ca
GONESSE	ZI	99	0 ha 88 a 96 ca
GONESSE	ZL	4	2 ha 99 a 00 ca
GONESSE	ZN	178	4 ha 23 a 51 ca
LE THILLAY	ZB	48	0 ha 19 a 80 ca
LE THILLAY	ZH	8	2 ha 59 a 10 ca
LE THILLAY	AC	60	0 ha 11 a 51 ca
LE THILLAY	ZB	41	0 ha 51 a 50 ca
LE THILLAY	ZE	276	0 ha 09 a 89 ca
LE THILLAY	ZE	278	0 ha 39 a 92 ca
LE THILLAY	ZE	280	0 ha 24 a 88 ca
LE THILLAY	ZE	282	0 ha 10 a 25 ca
GOUSSAINVILLE	ZT	16P	0 ha 14 a 60 ca
GOUSSAINVILLE	ZN	1P	0 ha 25 a 00 ca
LE THILLAY	ZD	7	0 ha 18 a 60 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>18 ha 06 a 15 ca</b>
GONESSE	ZL	5	5 ha 98 a 00 ca
GONESSE	ZL	10	2 ha 60 a 00 ca
GONESSE	ZL	134	0 ha 07 a 03 ca
GONESSE	ZL	136	1 ha 19 a 48 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>9 ha 84 a 51 ca</b>
GOUSSAINVILLE	ZW	10	0 ha 54 a 00 ca
GONESSE	ZI	123	1 ha 89 a 65 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>2 ha 43 a 65 ca</b>
			0 ha 12 a 69 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>0 ha 12 a 69 ca</b>

5 rue Leblanc – 75911 PARIS Cedex 15  
Tel : 01 82 52 46 46  
<https://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

Commune	Réf. Cadastrale		Surface (en hectares)
GONESSE	ZE	3	0 ha 26 a 50 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>0 ha 26 a 50 ca</b>
GONESSE	AO	8P	0 ha 56 a 45 ca
<b>S/TOTAL</b>			<b>0 ha 56 a 45 ca</b>
<b>S/TOTAL PROPRIETAIRES CONNUS</b>			<b>102 ha 05 a 94 ca</b>
<b>TOTAL PRECAIRE SANS ACTE</b>			<b>21 ha 47 a 24 ca</b>
<b>TOTAL PARCELLAIRE</b>			<b>123 ha 53 a 18 ca</b>

